



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/20  
2 mars 2011

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-troisième réunion  
Montréal, 4 – 8 avril 2011

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONUDI POUR L'ANNEE 2011**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 620 000 \$US, plus les coûts d'appui à l'agence de 46 500 \$US, pour son programme de travail de 2011, joint au présent document.
2. Les activités proposées dans le programme de travail de l'ONUDI sont précisées dans le tableau 1, ci-dessous.

Tableau 1 : Programme de travail de l'ONUDI

Pays	Projet/activité	Somme demandée (\$US)	Somme recommandée (\$US)
<b>SECTION A : ACTIVITES RECOMMANDEES POUR APPROBATION GENERALE</b>			
<b>A1. Préparation de projet pour l'élimination du bromure de méthyle :</b>			
Equateur	Préparation d'activités d'investissement dans la production de fleurs coupées	45 000	45 000
Total partiel de la section A1 :		45 000	45 000
<b>A2. Préparation de projet pour le plan de gestion de l'élimination des HCFC :</b>			
Jamahiriya arabe libyenne	Financement supplémentaire pour la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC	65 000	65 000
Total partiel de la section A2 :		65 000	65 000
<b>A3. Préparation de projet pour les activités d'investissement pour l'élimination des HCFC :</b>			
Bosnie-Herzégovine	Préparation de projets d'investissement (activités liées à la mousse de polyuréthane rigide)	30 000	30 000
Koweït	Préparation de projets d'investissement (volet de la mousse de polyuréthane)	60 000	60 000
Jamahiriya arabe libyenne	Préparation de projets d'investissement (volet de la mousse de polyuréthane)	60 000	60 000
Yémen	Préparation de projets d'investissement (volet de la mousse de polyuréthane rigide)	60 000	60 000
Total partiel de la section A3 :		210 000	210 000
<b>SECTION B : ACTIVITES RECOMMANDEES POUR EXAMEN INDIVIDUEL</b>			
<b>B1. Assistance technique :</b>			
Mondial	Financement pour la mobilisation des ressources	300 000	*
Total partiel de la section B1 :		300 000	*
Total partiel des sections A et B :		620 000	320 000
Coûts d'appui à l'agence (7,5 pour cent pour la préparation de projets et le renforcement des institutions, ainsi que pour les autres activités d'une valeur supérieure à 250 000 \$US, et 9 pour cent pour les autres activités d'une valeur inférieure à 250 000 \$US :		46 500	24 000
<b>Total :</b>		<b>666 500</b>	<b>344 000</b>

\* Projet individuel ou en instance

## **SECTION A : ACTIVITES RECOMMANDEES POUR APPROBATION GENERALE**

### **A1. Préparation de projet pour l'élimination du bromure de méthyle**

Equateur : Préparation d'activités d'investissement dans la production de fleurs coupées : 45 000 \$US

#### **Description du projet**

3. L'ONUDI a demandé au départ un soutien financier de 60 000 \$US, plus les coûts d'appui, pour la préparation d'un projet pour le bromure de méthyle en Equateur. Le projet a pour but d'éliminer complètement les utilisations restantes de bromure de méthyle au pays avant 2015.

#### **Observations du Secrétariat**

4. Le Comité exécutif a approuvé des projets pour l'élimination du bromure de méthyle en Equateur pour la somme totale de 922 189 \$US, coûts d'appui en sus, entre les 24<sup>e</sup> et 45<sup>e</sup> réunions, afin d'éliminer 52,2 tonnes PAO de bromure de méthyle. La somme approuvée comprenait 80 000 \$US pour la préparation de projets, dont un projet de démonstration et un projet d'assistance technique visant à aider le pays à respecter les objectifs d'élimination du bromure de méthyle du Protocole de Montréal. Selon ces approbations, il ne reste que 14 tonnes PAO de consommation de bromure de méthyle admissible au financement en Equateur. La valeur de référence du pays pour le bromure de méthyle est de 66,2 tonnes PAO.

5. L'ONUDI et le Secrétariat ont abordé les questions ci-dessus et compte tenu de la consommation restante admissible, l'ONUDI est convenue de réduire la somme demandée pour la préparation de projets pour éliminer la consommation restante de bromure de méthyle en Equateur à 45 000 \$US. Le pays est également convenu que ce projet d'investissement sera le dernier projet pour le bromure de méthyle et qu'aucun financement supplémentaire ne sera accordé pour les activités sur le bromure de méthyle.

#### **Recommandation du Secrétariat**

6. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la demande de préparation de projet sur le bromure de méthyle en Equateur pour la somme de 45 000 \$US, étant entendu que le projet d'investissement issu de cette préparation entraînera l'élimination finale du bromure de méthyle en Equateur et qu'aucune autre somme ne sera accordée ultérieurement pour les activités liées au bromure de méthyle au pays.

### **A.2 Préparation de projet supplémentaire pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC**

Jamahiriya arabe libyenne : Financement supplémentaire pour la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC : 65 000 \$US

#### **Description du projet**

7. L'ONUDI a présenté une demande pour un financement supplémentaire de 65 000 \$US pour la préparation de projet pour la Jamahiriya arabe libyenne. La 55<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif a approuvé 85 000 \$US pour ce pays pour la préparation de son plan de gestion de l'élimination des HCFC. Cette demande est présentée car les données relatives à l'article 7 soumises par la Jamahiriya arabe libyenne révèlent une consommation de HCFC-141b en plus de sa consommation de HCFC-22.

### **Observations du Secrétariat du Fonds**

8. Le Secrétariat a pris note que cette proposition est conforme à la décision 56/16 en vertu de laquelle les pays qui ne consomment que du HCFC-22 peuvent présenter une demande de financement supplémentaire pour la préparation de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC lorsque les données révèlent une consommation de HCFC-141b ou d'autres HCFC à des fins manufacturières. Les données relatives à l'article 7 soumises par la Libye révèlent une consommation de 140,27 tonnes métriques de HCFC-141b.

### **Recommandation du Secrétariat du Fonds**

9. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande de financement supplémentaire pour la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour la Jamahiriya arabe libyenne pour la somme demandée de 65 000 \$US.

### **A3. Préparation de projets d'investissement sur les HCFC dans le cadre du plan de gestion de l'élimination des HCFC :**

Bosnie-Herzégovine : Préparation de projets d'investissement (activités liées à la mousse de polyuréthane rigide) : 30 000 \$US

Koweït : Préparation de projets d'investissement (volet de la mousse de polyuréthane) : 60 000 \$US

Jamahiriya arabe libyenne : Préparation de projets d'investissement (volet de la mousse de polyuréthane) : 60 000 \$US

Yémen : Préparation de projets d'investissement (volet de la mousse de polyuréthane rigide) : 60 000 \$US

### **Description du projet**

10. L'ONUDI demande des sommes supplémentaires pour la préparation d'activités d'investissement dans les quatre pays ci-dessus pour lesquels des sommes ont déjà été approuvées pour la préparation de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC. La proposition de l'ONUDI contient de l'information fondamentale sur la consommation de HCFC au pays et les secteurs dans lesquels ces HCFC sont consommés, et le lien entre ces plans sectoriels et le plan global de gestion de l'élimination des HCFC, plus particulièrement dans les pays où la mise en œuvre est assurée par plus d'une agence. L'information étayant chacune de ces demandes est présentée dans le programme de travail de l'ONUDI.

### **Observations du Secrétariat**

11. Le Secrétariat a examiné la proposition de l'ONUDI en détail et a demandé des précisions lorsque nécessaire. Le Secrétariat a constaté dans son examen que l'information fournie par l'ONUDI et la somme demandée pour chacun des pays ci-dessus sont conformes aux exigences de la décision 56/16. Il a également pris note, entre autres, que l'ONUDI a consulté d'autres agences dans les pays où elle collabore au processus de préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC et que la répartition des responsabilités entre les agences est bien comprise.

## Recommandation du Secrétariat

12. Le Secrétariat recommande l'approbation générale des demandes de préparation des activités d'investissement du plan de gestion de l'élimination des HCFC en Bosnie-Herzégovine, au Koweït, en Jamahiriya arabe libyenne et au Yémen, pour les sommes indiquées dans le tableau 1 du présent document.

### B.1 Assistance technique

Mondial : Mobilisation des ressources pour l'élimination des HCFC et les avantages connexes pour le climat : 300 000 \$US

#### Description du projet

13. L'ONUDI soumet au Comité exécutif, aux fins d'examen, une proposition de projet d'assistance technique de l'ordre de 300 000 \$US pour la mobilisation de ressources visant à maximiser les avantages pour le climat de l'élimination des HCFC. Cette proposition est une version révisée de la proposition présentée pour la première fois à la 61<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif, qui en a reporté l'examen à une future réunion. La proposition comprend une note sur le concept décrivant les objectifs, les activités et les résultats attendus de ce projet.

14. Cette proposition a pour objectif principal de définir et d'appliquer des mécanismes convenables pour mobiliser des ressources de cofinancement supplémentaires reposant sur la « commercialisation » des avantages pour le climat associés aux projets de l'ONUDI liés aux SAO achevés avec succès. Il vise également à mettre en valeur les projets et les programmes rentables qui font appel à des solutions de remplacement et des choix qui réduisent les autres conséquences sur l'environnement telles que le potentiel de réchauffement de la planète, la consommation d'énergie et autres paramètres, en accordant la priorité au financement et à la mise en œuvre de projets d'élimination fondés sur des substances à potentiel PAO de faible à nul.

15. Comme l'explique la proposition, les principales activités du projet porteront sur le cadre légal et financier de la monétisation des avantages connexes pour le climat, le repérage de projets de cofinancement convenables à même le portefeuille de projets actuel de l'ONUDI, la proposition de ces projets aux fins de financement par des sources autres que le Fonds multilatéral et la communication des résultats.

16. Les 300 000 \$US demandés par l'ONUDI sont ventilés comme suit :

Élément	Coût (\$US)
Consultants internationaux	90 000
Consultants nationaux	30 000
Voyages	30 000
Droits de demande de mécanisme de cofinancement	96 000
Diffusion des résultats	54 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>

### **Observations du Secrétariat**

17. Le Secrétariat a pris note que les résultats de la proposition de l'ONUDI pourraient mettre en évidence des projets grâce auxquels les pays pourraient obtenir du cofinancement pour des éléments qui maximiseraient les avantages connexes pour le climat. Dans le cadre de la méthode utilisée, l'ONUDI examinera d'abord les possibilités de cofinancement disponibles à l'heure actuelle en les analysant, ce qui lui permettra de recenser et d'établir la priorité de ces projets selon les exigences des sources de financement possibles, de développer ces projets et de les proposer aux fins d'approbation.

18. Le Secrétariat a demandé à l'ONUDI de lui fournir des précisions sur les résultats attendus de la proposition, le type de projets visé par la proposition et les critères de sélection de ces projets. L'ONUDI a répondu que ces projets seront recensés et classés en ordre de priorité selon leur potentiel de réduction des émissions et leur admissibilité au financement des institutions repérées, ainsi que les marchés sur lesquels les avantages pour le climat sont commercialisés. L'ONUDI a aussi mentionné que la proposition aurait pour résultat de favoriser le développement d'autres projets qui ne seraient pas retenus en raison de la viabilité insuffisante des investissements, ce que le Secrétariat comprend comme étant l'examen des possibilités de financer certains aspects de l'élimination des HCFC qui ne sont pas admissibles à l'assistance du Fonds multilatéral en vertu des lignes directrices actuelles. L'ONUDI a aussi mentionné que le projet augmenterait l'expérience de projet concrète de l'ONUDI et que l'application de ses mesures créerait finalement des flux de trésorerie supplémentaires.

19. Dans son examen des coûts du projet, le Secrétariat a pris note de la nécessité de faire appel à des consultants internationaux et nationaux, et a demandé des précisions sur ces éléments de budget. Il a aussi pris note des coûts associés aux « droits de demande de mécanisme de financement » et a demandé à l'ONUDI de lui expliquer de quoi il s'agissait. L'ONUDI a répondu que les consultants internationaux possédant une expertise en avantages climatiques étaient nécessaires car ils offraient une perspective plus vaste des méthodes existantes et pouvaient réaliser les analyses nécessaires avec le personnel de l'ONUDI. Les consultants nationaux étaient nécessaires afin de recueillir les données, mener des enquêtes et aider à la formation des parties prenantes locales au cours de l'étape où le concept du projet proposé pour un financement supplémentaire pour les avantages pour le climat est intégré dans les plans de gestion de l'élimination des HCFC existants. En ce qui concerne les droits de demande, l'ONUDI a expliqué que cet élément est nécessaire afin de payer les coûts de préparation du dossier de demande des autres sources de financement, qui comprend la préparation du projet, la validation des données et l'enregistrement auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

20. Après avoir obtenu les explications de l'ONUDI, le Secrétariat a pris note que la proposition laisse entendre que les sommes seront utilisées pour préparation de projets pour des aspects des plans de gestion de l'élimination des HCFC n'ayant pas été clairement définis ou qui pourraient ou non d'obtenir un financement supplémentaire d'autres sources en raison des avantages pour le climat.

### **Recommandation du Secrétariat**

21. Le Comité exécutif pourrait souhaiter déterminer si le développement du projet en vue d'un cofinancement possible des activités sur les HCFC et la diffusion des résultats de ces projets devraient être financés en tant qu'activités de mobilisation des ressources.



**UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION**

63<sup>rd</sup> Executive Committee of the  
Multilateral Fund for the Implementation  
of the Montreal Protocol

**UNIDO Work Programme**

**63<sup>rd</sup> Ex.Com.**

## UNIDO

### Work Programme - 63<sup>rd</sup> Ex.Com. ( & February 2011)

#### Introduction

The UNIDO Work Programme for the consideration of the 63<sup>rd</sup> Ex.Com. of the Multilateral Fund has been prepared following the government requests as well as based on ongoing and planned activities. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2010-2012.

Focus has been put on the additional investment activities to phase-out HCFCs in Article 5 countries, with a view to the forthcoming countries compliance needs in 2013 and 2015.

In addition to the above HCFCs phase-out preparatory activities, global technical assistance proposal on Mobilizing Co-Financing for MLF funded Projects based on the "Monetization" of their Climate Benefits was included.

The work programme amendment to be considered by the 63<sup>rd</sup> Ex.Com. Meeting included also the preparatory funding request for Ecuador, for eliminating the remaining MeBr consumption in the cut-flowers sector.

The document comprises the following sections:

#### **Section 1**

Gives in a tabulated form by project types and country a consolidated list of activities foreseen for HCFCs investment activities, additional HPMP funding and the above mentioned MeBr preparatory funding request.

Funding is requested as follows:

- HCFCs investment activities preparation: US\$ 295,625 (including 7.5% A.S.C.)
- Project preparation for MeBr phase-out in cut flowers production in Ecuador: US\$ 48,375 (including 7.5% A.S.C.)
- Global Project on resource mobilization: US\$ 322,500 (incl. 7.5 % ASC)
- **Total: US\$ 666,500 (including A.S.C.)**

#### **Section 2**

Section 2 provides the corresponding project concepts indicating some details and funding requirements.



**Section 1**

Consolidated table giving project preparation and non-investment projects in all countries and sectors

Country	Type	Substance	Title of Project	Requested amount USD	A.S.C USD	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P. D.	Remarks
<b>Project preparation for HCFC phase-out and related investment components</b>									
Bosnia and Herzegovina	PRP	HCFC 141b	HPMP - Investment Activities in Foam Sector (rigid PU foam applications)	30,000	2,250	32,250	7.5	12	
Kuwait	PRP	HCFC 141b	HPMP - Investment Activities in Foam Sector (PU foam component)	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
Libyan Arab Jamahiriya	PRP	HCFC 22	Additional funding for HPMP preparation	65,000	4,875	69,875	7.5	12	
Libyan Arab Jamahiriya	PRP	HCFC 141b	PU Foam investment component of HPMP	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
Yemen	PRP	HCFC 141b	HPMP - Rigid PU Foam Component	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
			<b>HCFCs Inv/ HPMP - PRP Subtotal</b>	<b>275,000</b>	<b>20,625</b>	<b>295,625</b>			
<b>Project preparation for MeBr phase-out</b>									
Ecuador	PRP	MeBr	Preparation of Investment activities in cut-flowers production	45,000	3,375	48,375	7.5	12	
			<b>Subtotal</b>	<b>45,000</b>	<b>3,375</b>	<b>48,375</b>			
<b>Technical assistance for funds mobilization</b>									
Global	TAS	SEV	Mobilizing Co-Financing for MLF funded Projects based on the "Monetization" of their Climate Benefits	300,000	22,500	322,500	7.5	18	
			<b>Subtotal</b>	<b>300,000</b>	<b>22,500</b>	<b>322,500</b>			
			<b>Grand Total</b>	<b>620,000</b>	<b>46,500</b>	<b>666,500</b>			

UNIDO

Work Programme - 63<sup>rd</sup> Ex.Com.

## Section 2

Project concepts

## Project Concept

**Country:** Bosnia and Herzegovina

**Title:** Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** US\$ 32,250 (incl. 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Ministry of Foreign Trade and Economic Relations - National Ozone Cell

---

## Project Summary

Bosnia and Herzegovina initiated its HPMP preparation process and finalized the detailed survey of the HCFCs consumption by subsectors and activities.

The 2009 Country Programme Progress implementation Report, as well as the Article 7 Data Report, registered the consumption of 27 MT HCFC 141b used in production processes, at Poliolchem Tuzla Company. The mentioned Company is having local ownership and it is producing premixed polyol using 141b directly from import.

Based on the fact that the Company Poliolchem Tuzla is supplying 9 local end-users, foam producers within the SMEs category, with relatively low consumption per company per year and thus not eligible to be subject of stand-alone investment components, UNIDO will address the SH producer, Poliolchem Tuzla, while the end-users will be covered by the other HPMP activities.

This preparatory activity is of relevance for enabling the country compliance to the 2013 and 2015 HCFCs phase-out targets.

## Project Concept

**Country:** Kuwait

**Title:** Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam sector

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** US\$ 64,500 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the PU Foam sector

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Ministry of Environment - National Ozone Unit

---

## Project Summary

The Kuwait 2009 HCFCs reported consumption according to Article 7 data report amounted 398.1 ODP tonnes.

The Kuwait's 2007 and 2008 Country Programme Progress Implementation Reports as well as the Art 7 Data reports consumption of Kuwait are indicating significant consumption of HCFC 141b, HCFC 142b, as well as HCFC 22 in the foam production manufacturing sub-sectors as well as in the refrigeration servicing sector.

The estimated breakdown of HCFCs consumption mentioned above, by substance is shown below:

Foam manufacturing activities	Consumption (MT)	
	2007	2008
HCFC 22	734	774
HCFC 142b	1,102	1,160
HCFC 141b	287	522
<b>Total</b>	<b>2,123</b>	<b>2,456</b>

In order to ensure that Kuwait meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in the foam manufacturing sectors, including sector strategy.

The Government of Kuwait requested UNIDO to submit preparatory funding request for the preparation of investment component in the PU Foam sector, as part of the HPMP.

## Project Concept

**Country:** Libyan Arab Jamahiriya

**Title:** 1. Additional funding request for the preparation of the HPMP and  
2. Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam manufacturing sector

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget I:** US\$ 69,875 (incl. 7.5% Agency Support Costs) - additional funding for HPMP preparation

**Project Budget II:** US\$ 64,500 (incl. 7.5% Agency Support Costs) for the Foam sector investment component

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Environment General Authority -  
National Ozone Unit

---

## Project Summary

The 55<sup>th</sup> Ex.Com. Meeting of the MLF approved US\$ 85,000 to enable the country to initiate the HPMP preparation. According to the country reported consumption, Libya is eligible for a total amount of 150,000 USD for preparatory activities in connection to the HPMP activities. Thus, the Government of Libyan Arab Jamahiriya requested UNIDO to address the additional funding request to enable the country to finalize its HPMP preparation.

A detailed survey has been initiated in cooperation with UNIDO, based on the initial approved funding for the HPMP, to identify all the end-users within the context of the HPMP development process. The results of the survey carried by national consultants showed relevant consumption in the foam sector, it identified approx 140 MT HCFC 141b / year, in 2007 and approximately similar consumption in the year 2008. As a result, Libya NOU submitted amended data for the year 2007 to the Ozone Secretariat to correct their data reporting and register the HCFC 141b identified consumption.

Preliminary data of the HCFCs survey identified as foam applications the insulation rigid foam.

In order to ensure that Libya meets the 2013 and 2015 HCFC reduction targets urgent actions are required in the foam manufacturing sub-sector.

Based on the amended reported consumption, Libya is eligible for additional funding for the preparation of investment component for the phase out of HCFCs in the foam manufacturing sector

The Government of Libya requested UNIDO to submit funding requests for the preparation of sector plan for PU Foam sector.

The priority needed for the above mentioned sectors is supported by the Country Programme Progress implementation Reports for 2007, which shows similar HCFCs foam sectoral consumption.

Therefore sector strategic approach to convert technologies in the rigid PU foam manufacturing is critical in achieving the consumption reduction steps.

Sector strategies and investment projects will be prepared by UNIDO in cooperation with the Governmental institutions support, to enable Libya to achieve the 2013 freeze as well as 2015 reduction target, in line with the priorities of the HPMP.

## Project Concept

**Country:** Yemen

**Title:** Preparation of investment activities for the phase-out of HCFCs in the PU Foam

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** US\$ 64,500 (incl. 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Environment Authority - National Ozone Unit

---

## Project Summary

Yemen initiated its HPMP preparation process and finalized the detailed survey of the HCFCs consumption by subsectors and activities, based on the US\$ 70,000 preparatory funding approved by the 55<sup>th</sup> Ex.Com. Meeting of the Multilateral Fund.

The national survey carried out, the Country Programme Progress Report for the year 2008 as well as the Article 7 Data Report, registered the consumption of 9.2 MT HCFC 141b used in production process (several medium size companies). The mentioned Company is having local ownership and it is producing using 141b directly from import.

Having regarded the priority in phasing out HCFC 141b given by the Ex.Com. Decision and by the development process of the HPMP, the Government requested UNIDO to include in its work programme amendment the preparatory request for an investment project, as component of the HPMP, to eliminate the HCFC 141b consumption and contribute to the goal of the country in achieving its 2013 and 2015 compliance targets.

## Project Concept

**Country:** Ecuador

**Title:** Preparation of Investment activities in cut-flowers production

**Project Duration:** 12 months

**Project Budget:** US\$ 48,375 (incl. 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Environment Authority - National Ozone Unit

---

## Project Summary

According to the official data reporting under the Article 7, Ecuador MeBr consumption is 51 ODP tonnes.

	2007	2008	2009	Baseline
MeBr (ODP tonnes)	122.4	51.0	51.0	66.2

The national survey carried out by the National Ozone Unit is showing that the above mentioned consumption belongs to approximately 30 farmers, being used in fumigation activities in the production of the cut-flowers.

Previous initiatives, to phase-out such MeBr consumption, were initiated but not finalized.

Thus, the Government of Ecuador requested UNIDO to include in its work programme amendment the preparatory funding request for an investment project, to completely eliminate the MeBr consumption from the cut flowers production and enable the country to fully comply to the Montreal Protocol provisions by the year 2015.



## Project Concept

**Country:** Global

**Title:** Mobilizing Co-Financing for MLF funded Projects based on the "Monetization" of their Climate Benefits

**Project Duration:** 18 months

**Project Budget:** 322,500 (including 7.5% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

---

## Project Summary

### Background

The issues of ozone depletion and climate change have been at the forefront of the international community's environmental agenda for several years. Many chemicals used as refrigerants and blowing agents not only are depleting the ozone layer (Ozone Depleting Substances = ODS) but are also having a significantly adverse effect on the global climate (Greenhouse Gases = GHGs). While the Montreal Protocol regulates the production and consumption of ODS, the Kyoto Protocol covers emissions from GHGs not being regulated by the Montreal Protocol (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, HFCs, PFCs, SF<sub>6</sub>).

Since its entry into force in 1989 the Montreal Protocol has successfully phased out the consumption and production of the most powerful ODS the Chlorofluorocarbons (CFCs, Ozone Depleting potential = ODP 0.6 -1. However Hydro chlorofluorocarbons (HCFCs) having replaced CFCs in many applications still have a negative impact on the ODS (e.g. HCFC-22 ODP 0.055 or HCFC 141b ODP 0.11) and on the climate (e.g. HCFC-22 GWP 1810). Moreover the most common chemicals to replace e.g. HCFC 22 (HFC-407C, HFC-410A) have 0 ODP but still may have a very powerful GWP.(HFC-407C ca 1600, HFC-410A ca 1890). Even though this fact should be considered (Ex.Com. advises the MPs to switch to technologies that are favorable in terms of energy efficiency and GWP) in designing HCFC Phase-out Management Plans (HPMP) there is no obligation for Article 5 countries to switch to less powerful GWP gases.

While the MLF has the mandate to provide funding and assistance for covering the incremental costs relating to the phase out of ODS and thereby has already been successful in achieving remarkable results in the reduction of GHG emissions (as a by-product of ODS phase out projects), the generation of climate benefits from additional efforts is not mandated by the MP and therefore associated costs are not covered by MLF.

UNIDO as implementing agency is assisting several Article 5

countries in the implementation of Decision XIX/6 to accelerate the phase out of production and consumption of HCFCs. Accordingly, UNIDO is facilitating appropriate phase out scenarios and is constantly additional funding mechanisms based on the monetization of associated climate benefits to successfully enlarge the quantity of ODS phase out projects implemented.

#### **Objective of the Proposal**

Therefore the main objective of this proposal is to identify and utilize suitable schemes for mobilizing additional sources of co-financing which are based on the already achieved successful "commercialization" of the climate benefits associated with UNIDO's ODS related projects. Further, to enhance cost-effective projects and programs that focus on substitutes and alternatives minimizing other impacts on the environment such as global-warming potential, energy use, etc. priority has to be given to investigate additional financing and implementation of phase-out projects that utilize substances with zero ODP and zero or negligible GWP.

Consequently, to achieve those overall objectives the proposal is structured into four work packages:

#### **WP 1 Analyzing the Legal and Financial Framework for Monetizing Climate Benefits**

The 1st work package focuses on existing institutions, agreements and markets where climate benefits can be commercialized. This will include (but is not limited to):

- The Kyoto related carbon market (such as CDM/JI,) and implications likely to be imposed by the CDM-reform
- The voluntary carbon market
- Funding of climate benefits by international institutions such as GEF, World Bank Climate Funds
- Funding of climate benefits through bilateral agreements (e.g. National Appropriate Mitigation Actions etc.)
- National programs as for example energy efficiency programs (e.g. replacement of old domestic refrigerators with new state of the art low GWP containing refrigerators)

The results of this work package cover aspects such as what funding mechanism are appropriate to which types of ODS related projects. Results are further detailed to prices that can be achieved per tCO<sub>2</sub>e and relevant risk assumptions such as application procedures and duration of administrative processes.

#### **WP 2 Identifying Suitable Projects for Co-Financing in UNIDO's ODS Related Project Pipeline**

The 2nd work package acknowledges the widespread ongoing project activities of UNIDO and the immanent necessity to activate further sources of co-financing to foster these programmes and

identifies suitable projects for co-financing in UNIDO's project pipeline. This will include

- Estimating (indicatively) emission reductions of climate benefits based on existing standards and methodologies (IPCC, CDM/CAR/VCS methodologies, GEF guidelines or [available] Life Cycle Approaches)
- Prioritizing project based on their emission reduction potential for further investigations
- Quick-Check if prioritized projects meet any of the application criteria of funding mechanisms identified under WP1
- Selecting demonstration projects

The results of this work package will build upon UNIDO's concrete project experience such as the application to CDM-methodologies in the switch from HFC-134a to isobutene in Egypt or energy efficiency gains in chiller replacements. The climate benefit related to the conversion of these project experiences ultimately creates cash flows that will enhance further project activities and outruns the original MLF contribution to this proposal.

### **WP 3 Applying Co-Financing Mechanisms to Selected Projects**

The 3rd work package consists of the application of co-financing mechanisms to selected ODS related projects.  
Exemplary:

In the case the Clean Development Mechanism is used this will include:

- Preparation of Project Design Document (covering: description of technology employed, baseline scenario, additionality, description of environmental impact assessment, description of stakeholder process, monitoring plan)
- Validation
- Registration at the UNFCCC
- Pre-Selling Certified Emission Reductions

To approach additional funding from the carbon market, project activities are referenced against existing CDM methodologies. Relevant existing CDM methodologies usually focus on manufacturing or production processes where emission reductions stem from direct avoidance of GHGs or indirectly through energy efficiency gains.

### **WP 4 Reporting and Dissemination**

The 4th work package covers the dissemination of results and experiences of this innovative approach by preparing a report, organizing workshops and contributing to conferences.

### Cost Breakdown (in US\$)

• International Consultants	90,000
• National Consultants	30,000
• Travel and other administrative costs	30,000
• Application of Co-financing Mechanisms	96,000
• Dissemination of results	54,000
<b>Total</b>	<b>300,000</b>

### Tentative Time Frame

	Tasks	Months																	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
	Work packages																		
	Project Management																		
	Travel and other administrative costs																		
WP1	Legal/Financial framework				▲ 1														
WP2	Identifying projects						▲ 2												
WP3	Application of Co-financing Mechanisms													▲ 3					
WP4	Dissemination																		▲ 4
	▲ Milestones																		

#### ▲ Milestones:

- 1: Final Report on Co-Financing Mechanism for Climate Benefits
- 2: Selected Projects for Application of Co-Financing Mechanism
- 3: Application Procedure (for co-financing) Finalized for Selected Projects
- 4: Dissemination of results